

ATTENTION !
MATÉRIELS
DE VOTE
dans ce n°
de *Oise*
Avenir

PÉTITION

Retraites

Le peuple doit décider !

Référendum

unebonneretraite.fr



ÉDITO P. 2

AGENDA SOCIAL

**JOURNÉE D'ACTION
CONTRE LA RÉFORME
MACRON DES RETRAITES**
*à l'appel des huit principales
organisations syndicales*

**MANIFESTATION
DÉPARTEMENTALE**
JEUDI 19 JANVIER à 14H30
**Place Jeanne-Hachette
BEAUVAIS**
Informations
<http://oise.pcf.fr/123461>

AGENDA POLITIQUE

MEETING UNITAIRE
Non au projet Macron-Borne
**Oui à une réforme progressiste
des retraites !**

JEUDI 26 JANVIER à 19H00
**Salle du Pré-Martinet
BEAUVAIS**

Intervenants :
Stéphane Peu, *député PCF de Seine-Saint-Denis* ;
Cyrielle Chatelain, *députée, présidente du
groupe écologiste à l'Assemblée nationale* ;
Antoine Léaument, *député LFI de l'Essonne* ;
Benjamin Lucas, *député Génération.s des Yvelines*
et un parlementaire PS

AGENDA POLITIQUE

39° CONGRÈS DU PCF
VOTE
DES ADHÉRENT·E·S
DU PCF

LES V27, S28 ET D29 JANVIER

ATTENTION !
MATÉRIELS DE VOTE
dans ce n° de *Oise Avenir*

SOMMAIRE du n° 1382

- P. 2 - Édito de Thierry Aury « Explosif ! »
- P. 3 - Solidarité avec les peuples kurde et palestinien
- P. 4 - Réaction de Loïc Pen aux vœux de Macron aux personnels soignants ; Mobilisation pour l'hôpital de Creil
- P. 5 - Collectivités : des propositions de gauche majoritaires
- P. 6 - 39^e Congrès du PCF : le débat est lancé !
- P. 7 - Hommage à Jean-Charles Dubart
- P. 8 - Agenda ; Loto de Noël à Montataire ; Solidarité avec le peuple péruvien ; Livre de Bernard Vasseur ; Décès

ENCARTS

- Bulletin de vote sur le choix de la base commune
- Enveloppe postale à compléter (nom, prénom, section, signature) contenant une enveloppe de vote
- 4 pages « Le congrès, comment ça marche ? ; Résumé du projet de base commune adopté par le Conseil national du PCF ; Résumé du texte alternatif »
- Flyer « Retraites : toutes et tous ensemble le 19 janvier contre la réforme Macron »
- Bulletin d'abonnement à *Oise Avenir*

Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : pcf.oise@orange.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteurs : Thierry AURY, Loïc PEN

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Jean-Michel CUVILLIER, Martine PLEUCHOT

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aury@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 255 ex.

N° CPPAP : 0423 P 11491

**N'oubliez pas !
Nous avons besoin de votre...**

ABONNEMENT Oise Avenir

J'indique mes coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »

à l'adresse postale :

Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

ÉDITO

CETTE ANNÉE 2023 démarre dans un climat explosif, avec beaucoup de poudre accumulée.

52 % souhaitent que la France connaisse une « explosion sociale », avec émergence d'un mouvement type gilets jaunes, révèle l'Ifop du 5 janvier, un niveau jamais enregistré.

Il est vrai que les sujets d'exaspération ne manquent pas et touchent maintenant une large majorité de la population.

L'explosion des prix de l'électricité et du gaz, résultat de 20 ans de « libéralisation - privatisation - ouverture au marché » du secteur de l'énergie, provoque des ravages : à l'automne, les

Explosif !

collectivités ont lancé l'alerte avec l'appel de Jean-Pierre Bosino débouchant sur une pétition nationale des élus « nous ne pourrions plus payer ! » ; ces derniers jours, ce sont les boulangers suivis des autres métiers de bouche qui lancent un cri « nous allons fermer boutique ! » Ces hausses sans précédent du prix de l'énergie se répercutent en cascade et provoquent un niveau d'inflation pas vu depuis 40 ans. Les réponses du gouvernement sont loin du compte en se contentant surtout de « faire les gros yeux » à des sociétés privées à l'activité purement spéculatrice. Mais fait nouveau, face à ce désastre du « tout-marché », des élus de tous bords en viennent à soutenir des propositions que les communistes étaient seuls à porter pendant longtemps (voir p. 5) : cela doit nous encourager à élargir le mouvement, à poursuivre la signature de la pétition, à faire voter des vœux dans toutes les communes, à mettre la pression sur ces députés et sénateurs de droite qui jouent double jeu entre leurs bonnes paroles dans l'Oise et leurs votes au Parlement depuis des années.

La volonté de Macron d'imposer, « à la Thatcher », une nouvelle régression sur les retraites, se heurte à un exceptionnel front uni syndical et à l'opposition de toutes les forces de gauche. Un courant très majoritaire de l'opinion (68 à 79 %) refuse tout nouveau recul de l'âge de la retraite. Et selon l'Ifop du 2 janvier, 68 % souhaitent le retour d'un âge de départ à 60 ans. Cela ouvre la possibilité d'une mobilisation d'ampleur avec une première journée d'action qui doit être un succès. Le PCF soutenu par les forces de la Nupes a lancé l'idée d'un référendum sur les retraites, et nous appelons à signer largement la pétition en ligne sur le site unebonneretraite.fr.

Dans bien d'autres domaines, la colère grandit : devant l'effondrement de l'hôpital public ou la dégradation de l'école, des transports publics, avec un sentiment massif de déclassement du pays et de sa situation personnelle, alors que beaucoup ont le sentiment que d'autres choix sont possibles, que l'argent existe.

Dans ce moment de crise profonde, aussi lourde de potentialités que de dangers, avec une extrême droite aux aguets, il est essentiel de nourrir le débat de propositions progressistes, d'ouvrir l'espoir d'alternatives possibles, de travailler aux rassemblements les plus larges gages de victoires. Ces questions sont au cœur des discussions du Congrès du PCF avec une première étape et un vote important fin janvier.

Bonne année à chacune et chacun, dans sa vie personnelle comme dans nos luttes et nos espérances communes ! ■

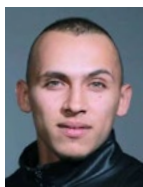
Thierry Aury

« SUR CETTE TERRE, ON POURRA BEAUCOUP MIEUX VIVRE AVEC LA PAIX QU'AVEC LA GUERRE »

NOUS REPRENONS CETTE EXPRESSION du regretté Fernand Tuil en ce début d'année 2023 alors que les guerres et autres interventions violentes font rage en différents endroits de notre planète Terre, avec leurs lots de malheurs et d'horreurs. Nous aborderons ici la politique de terreur israélienne contre les Palestiniens à travers le camp de Dheisheh, si cher à Fernand, ainsi que les crimes contre les Kurdes en France, à dix ans d'intervalle.

INTERVENTIONS ISRAËLIENNES MEURTRIÈRES DANS LE CAMP DE DHEISHEH

Le 5 décembre 2022, l'armée israélienne est intervenue dans le camp de réfugiés de Dheisheh, jumelé avec Montataire, laissant un mort, le jeune Omar Manaa. Voici le témoignage de Wajih El-Sheikh, président du comité de jumelage Dheisheh-Montataire :



Ce matin [5 décembre 2022] dans le camp de réfugiés [de Dheisheh] et en Palestine tout est différent. Le camp s'est transformé en zone de guerre : tir de balles réelles, bombes, intrusion dans les maisons, destruction et terreur des familles, surtout les enfants, arrestations des martyrs...

Les bruits terribles des soldats lourdement armés retentissent pendant que les enfants de Dheisheh et de Palestine dorment et rêvent à un avenir meilleur.

Quand l'occupation part, elle part en laissant derrière des mères en pleurs, des pères en peine, des frères et sœurs apeurés et tristes de leurs martyrs et prisonniers.

Pour ces raisons, ce matin tout est différent à Dheisheh et en Palestine.

Le maire de Montataire Jean-Pierre Bosino et la présidente du comité de jumelage Montataire-Dheisheh Romane Tuil ont adressé aussitôt un message de soutien et d'amitiés fraternelles. Par ailleurs, une motion proposée par la majorité municipale de Montataire a été adoptée lors du conseil municipal du 12 décembre, dont voici le contenu :

C'est avec effroi que nous apprenons une nouvelle fois, le 5 décembre 2022 au matin, que l'armée Israélienne est intervenue dans le camp de réfugiés palestiniens de Dheisheh avec lequel notre ville est jumelée depuis 1989. Des soldats, mais aussi des individus en civil des forces spéciales ont fait irruption dans le camp, au motif d'interpeller des résistants palestiniens à l'occupation israélienne. Un jeune de 22 ans Omar Manaa a été tué de quatre balles dans la poitrine, six autres ont été blessés, quatre arrêtés dont les familles

sont sans nouvelles. Après une précédente incursion contre une association du camp Ibdada, la semaine dernière, ces crimes de l'État israélien ne peuvent et ne doivent rester impunis. D'autant qu'ils suivent d'autres assassinats de même nature en Cisjordanie ces dernières semaines.

Cette terrible tragédie laisse sur son passage destruction et terreur pour les familles, les enfants, les jeunes de Palestine qui espèrent et rêvent d'un avenir où ils pourront vivre enfin libres et en paix.

Nous ressentons une profonde injustice de traitement envers le peuple palestinien qui subit l'occupation depuis plus de 70 ans.

Cette politique quotidienne généralisée de répression envers le peuple palestinien orchestrée par le gouvernement d'extrême droite israélien doit cesser.

Nous interpellons le Président de la République et le gouvernement français pour qu'il agisse officiellement auprès des autorités israéliennes.

Nous demandons que des sanctions immédiates soient prises par l'Union européenne et la France face à ces crimes de guerre.

Nous demandons la suspension immédiate de l'accord d'association qui octroie à Israël un statut de 28^e État membre de l'UE, alors qu'il viole les droits humains.

Nous demandons la libération des milliers de prisonniers politiques et celle de notre ami Salah Hamouri, avocat franco-palestinien injustement emprisonné et actuellement menacé d'expulsion de son propre pays et de sa ville natale. Et enfin, nous demandons au Président de la République de prendre des dispositions, pour agir pour une paix juste avec la création d'un État palestinien, le droit au retour des réfugiés et avec Jérusalem-Est pour capitale.

Ces demandes sont d'autant plus urgentes qu'il y a quelques jours, le 3 janvier, une nouvelle incursion israélienne dans le camp de Dheisheh a encore tué, le jeune Adam Ayad, âgé de 16 ans. ■



Information : <http://oise.pcf.fr/123252>

Nouvel assassinat politique contre les Kurdes en France

Le 23 décembre, un nouveau crime a endeuillé la communauté kurde, avec trois morts dont des responsables du Centre démocratique des Kurdes de France venus préparer la grande manifestation du 7 janvier à Paris, pour les dix ans de l'assassinat des trois militantes Fidan Dogan, Leyla Saylemez et Sakine Cansiz. Notre colère et notre indignation sont à leur comble.

Nous exigeons que le secret défense concernant le triple assassinat d'il y a dix ans soit levé par le gouvernement et que vérité et justice soient faites pour ce nouvel assassinat politique.

Les Kurdes, qui agissent depuis toujours de manière pacifique dans notre pays, doivent être protégés.

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/123487>



Le 31 décembre, les communistes étaient présents au rassemblement de soutien au peuple kurde, à Creil.



Plusieurs militants communistes de l'Oise ont participé aux manifestations à Paris, comme ici la maire-adjointe de Creil Döndü Alkaya, le 7 janvier.

RÉACTION DE LOÏC PEN AU VŒUX DE MACRON AUX PERSONNELS SOIGNANTS

SIGNE DE LA CRISE DE L'HÔPITAL ET DE LA SANTÉ, E. Macron a pour la première fois adressé des vœux aux personnels soignants.

E. Macron dit : « Il faut plus d'assistants médicaux, il faut que les gens aient un médecin traitant, il faut que l'hôpital soit mieux dirigé par un tandem médico-administratif, il faut une solution d'accès aux soins avant la fin de l'année », mais cela s'apparente plutôt à la méthode Coué. Il a égrainé des mesurette sans jamais parler d'argent.

Une annonce inquiétante néanmoins sur la nécessité d'en finir avec « la rigidité des 35 heures à l'hôpital » pour organiser différemment les plannings qui n'augure rien de bon pour les personnels soignants.

Par contre pas un mot sur la Loi de financement de la Sécurité Sociale adoptée par 49-3 qui augmente le budget de 3,7 % alors que l'inflation frôle les 6 % et que l'augmentation naturelle des dépenses de santé dans les hôpitaux est à 2,5 %. L'hôpital sera donc encore à la diète cette année.

Pas de moyens annoncés pour un grand plan de formation des personnels médicaux et paramédicaux. La suppression du *numerus clausus* pour les médecins ne s'est pas accompagnée de l'augmentation des moyens pour la deuxième année d'université et les places restent donc strictement limitées.

Enfin mettons en relation le bavardage d'E. Macron avec la situation réelle que nous vivons sur le terrain à Creil : toujours pas de retour de la maternité et un service d'urgence dont les personnels se sont mis en arrêt de travail de façon massive par épuisement. Les urgences sont restées ouvertes durant la période des vacances de Noël alors que certains jours il n'y avait que trois infirmières au lieu des dix prévues ! Cela a eu évidemment un impact sur les délais et la qualité de prise en charge et l'on peut parler d'accidents médicaux qui auraient pu être évités. Les autres hôpitaux de l'Oise ont subi également des périodes de tension extrêmement fortes.

Il faut un grand plan de formation et pour remplir ces formations, il faut

rendre de nouveau les métiers du soin attractifs par une revalorisation salariale bien évidemment, mais également par des conditions de travail différentes. Il faut donc dès maintenant rouvrir des lits d'hospitalisation à l'hôpital public. Pour le faire malgré le manque de personnels — des soignants continuent à quitter massivement cet hôpital —, il faut rajouter une ou deux places dans chaque service hospitalier, ce qui sera supportable si l'on sort des critères de rentabilité de la tarification à l'activité et de l'obsession des durées moyennes de séjour. ■



La pluie n'a pas freiné la mobilisation ce 7 janvier avec un superbe rassemblement de 250 à 300 personnes devant l'hôpital de Creil, affichant une détermination renouvelée pour 2023 !

Les revendications sont nombreuses :

- retour de la maternité à Creil,
- réouverture de lits,
- financement de l'hôpital en fonction des besoins de santé publique,
- un schéma régional de santé juste,
- un plan de formation de nouveaux professionnels de santé,
- des salaires justes.

Ce n'est donc rien d'autre qu'une bataille pour une autre politique de santé qui est menée dans le Grand Bassin creillois, réunissant des élus – les maires de Montataire, Saint-Leu-d'Esserent, Saint Maximin, la présidente du groupe de gauche au Conseil départemental de l'Oise, Catherine Dailly, les conseillers régionaux de gauche de l'Oise ou encore les adjoints socialistes et communistes de Creil – les comités de défense des hôpitaux de Creil et de Senlis, la CGT, des citoyens...

À nouveau et encore, on ne lâche rien en 2023 !

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/123420>



Après deux mois de négociations sans trouver d'accord avec la direction – la CGT Spontex à Beauvais demandant une revalorisation de 6 % des salaires et une prime de 1 000 euros –, les salariés ont fait grève du 10 au 12 janvier. Le mouvement a été très suivi dans tous les services de cette usine de 260 salariés.



Après les mouvements de décembre, 200 agents de la Sanef étaient de nouveau à l'action le 9 janvier, au péage de Chamant sur l'A1, pour réclamer une hausse de salaire au moins équivalente à l'inflation. La hausse de 3 % obtenue en octobre dernier est bien insuffisante. Le silence actuel de la direction est indécrot face aux profits de la Sanef – qui augmentera les tarifs des péages d'environ 5 % au 1^{er} février.



La Sagere à Bresles est une filiale du groupe Sodexo, fournissant près de 30 000 repas par jour. Une grande partie des 160 salariés ont exercé leur droit de retrait les 5 et 6 janvier, protestant contre de mauvaises conditions de travail. Jean-Michel Cuvillier et Thierry Aury ont été échangés avec eux et apporter le soutien du PCF.

COLLECTIVITÉS : DES PROPOSITIONS DE GAUCHE MAJORITAIRES

AU DÉPARTEMENT, dans des agglomérations ou des communes politiquement à droite, les élus communistes et de gauche minoritaires ont réussi à faire adopter, souvent à l'unanimité, des vœux et des motions porteurs de revendications de gauche, des élus de droite votant même contre leurs positions passées. Le succès de la pétition proposée par les élus de l'ADECOR Oise lors de l'assemblée générale de l'Union des Maires de l'Oise en octobre dernier, signée par des maires de tous bords, était annonciateur.

AU DÉPARTEMENT DE L'OISE

La motion présentée par le groupe de la gauche unie le 15 décembre à l'occasion du budget primitif 2023 au conseil départemental de l'Oise, a été adoptée en séance à l'unanimité, après l'intégration de quelques amendements présentés par la présidente du conseil départemental. La conseillère départementale Catherine Dailly, présidente du groupe de la gauche unie, s'en félicite et invite chaque collectivité à adopter ce vœu :

À l'occasion du budget primitif pour 2023, notre assemblée constate la forte dégradation des conditions de la préparation de son budget 2023 avec en particulier la flambée des prix énergétiques et alimentaires, la remontée forte des taux d'intérêts par les banques centrales (qui provoque + 60 % de hausse des intérêts de notre dette) et les conséquences des mesures – pourtant justes – décidées au plan national avec le Ségur de la santé ou la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires.

Malgré la prudence et la rigueur de sa gestion, notre collectivité n'a plus d'autonomie sur le plan fiscal.

Elle affirme son opposition très nette aux « contrats de confiance » successeurs des « contrats de Cahors » au prétexte du rétablissement des finances publiques.

Notre collectivité a, au contraire, besoin de ressources pérennes pour faire face à cette explosion des prix, à l'évolution contrainte de ses dépenses par les décisions de l'État et pour répondre aux besoins de la population et aux défis de la transition écologique. C'est pourquoi nous réclamons trois mesures urgentes :

- l'indexation des dotations de l'État sur l'inflation comme c'était le cas avant 2010 ;
- le rétablissement de l'accès aux tarifs réglementés de l'électricité et du gaz pour les collectivités et les entreprises ;
- une juste compensation financière des charges transférées ces dernières années.

À L'AGGLOMÉRATION DU BEAUVAISIS

L'Agglomération du Beauvaisis demande à « sortir l'énergie du marché » !

Toujours présidée par C. Cayeux, ex-ministre macroniste, l'Agglo du Beauvaisis a adopté à l'unanimité, le vœu proposé par l'élu communiste Thierry Aury. Il faut que l'explosion des prix de l'électricité et du gaz mette en péril les finances des collectivités pour que cette assemblée de droite vote un tel texte. Ce qui montre l'ampleur des prises de conscience possibles face aux dégâts du libéralisme et les possibilités d'imposer d'autres choix. Extraits :

Notre Agglomération n'échappe pas aux conséquences graves de l'explosion des prix de l'électricité et du gaz qui impacte lourdement nos services à la population : ex. 700 000 € supplémentaires de facture d'énergie pour l'Aquaspace !

Cette situation est pour une large part la conséquence de l'ouverture au marché de l'électricité et du gaz qui contraint les collectivités à des appels d'offres sur les marchés et à ne plus avoir accès aux tarifs réglementés.

C'est pourquoi nous souhaitons des décisions fortes de l'État :

- Permettre à toutes les collectivités (ainsi qu'aux entreprises) de bénéficier de nouveau du tarif réglementé pour ne plus être soumises aux aléas du marché : par ex, pouvoir acheter l'électricité aux tarifs bas auxquels EDF est contraint par le gouvernement de vendre à ses concurrents privés qui le revendent ensuite très cher aux collectivités et aux entreprises !
- Bloquer le tarif réglementé de l'électricité et du gaz ;
- Sortir le gaz et l'électricité du marché et fixer les prix en fonction de la réalité des coûts de production par EDF ;
- Reconnaître l'électricité et le gaz comme des biens de première nécessité, et interdire les coupures.

À NOGENT-SUR-OISE

Après un débat lancé par Loïc Pen et les élus du groupe Nogent en commun, le conseil municipal – malgré les réticences du maire macroniste Dardenne – a voté à l'unanimité, l'exigence du retour aux tarifs réglementés de l'électricité et du gaz. L'argument qui « a fait mouche » a été de souligner que le coût des tarifs réglementés (3,5 milliards) était bien moindre pour les finances publiques que les 43 milliards pour le bouclier tarifaire actuel qui enrichit des sociétés spéculatrices.

Les boulangeries en péril avec l'explosion des prix de l'énergie

Avec d'autres boulangers, celui de Rieux a alerté en fin d'année 2022 sur les prochaines factures d'électricité explosives annoncées en 2023, menaçant l'existence de nombreux professionnels alors que les matières premières subissent elles aussi une inflation galopante. Pour dénoncer ces coûts des énergies, il a lancé un appel, relayé par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Oise, à se mobiliser : des artisans se sont rassemblés sur le rond-point de Villers-Saint-Paul le 2 janvier, pour distribuer des tracts, échanger avec les automobilistes et demander de l'aide pour sauver leur commerce.

Plusieurs élus sont venus pour les soutenir – notamment ceux appartenant à des partis politiques qui oublient un peu vite leurs responsabilités dans la situation actuelle, avec la mise en place idéologique d'un marché de l'énergie faisant augmenter les coûts. Attribuons le pompon aux sénateurs de droite Bascher, Courtial et Paccaud qui ont voté le 7 décembre 2022 au Sénat contre la mise en place de tarifs réglementés pour protéger les collectivités territoriales, ce qui aurait pu permettre l'extension à toutes et tous, comme nous le réclamons. Notons par ailleurs, en toute incohérence, que ces mêmes MM. Bascher et Paccaud, aussi conseillers départementaux, ont voté avec la majorité de droite du Conseil départemental de l'Oise la motion proposée par le groupe de la gauche unie lors de la séance du 15 décembre. La présidente du groupe de la gauche unie Catherine Dailly (PCF) était présente pour échanger et soutenir les boulangers et artisans sur le rond-point de Villers-Saint-Paul.

Reportage :
<http://oise.pcf.fr/123430>

39^e CONGRÈS : LE DÉBAT EST LANCÉ !

LORS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU PCF OISE, de premiers échanges ont eu lieu, pour mettre en évidence les « arêtes » principales du débat du congrès. Les principaux points semblent être : l'appréciation sur le bilan de la politique du PCF depuis 2018 (« avons-nous réussi ce que nous voulions ? ») ; la question du rassemblement et notamment celle du rapport à la Nupes ; le rôle du Parti et des communistes (qu'est ce que le communisme, qu'est-ce qu'être communiste aujourd'hui ?) ; comment combattre et faire reculer le plus efficacement l'extrême droite ? l'analyse du monde et de notre action internationale ; la question de l'Europe et notre démarche en vue des prochaines élections européennes. Extraits des discussions sur trois points.

Sur le bilan du PCF sur 2018-2022 : pour Loïc, « le PCF est réapparu dans le débat politique national depuis 2018, et cela commence à se traduire en influence notamment à travers des sondages favorables pour Fabien Roussel. Il faut poursuivre cette orientation et regagner maintenant un courant d'adhésions au PCF. » Marie-France pense aussi que « la campagne de Fabien Roussel a intéressé les gens mais il faut que beaucoup plus de personnes s'engagent dans nos campagnes. Nous avons semé même si nous ne voyons pas forcément tout de suite les résultats. » Hélène s'interroge : « Oui il y a une visibilité de Fabien Roussel, avec ses passages dans les médias mais cela n'a pas d'impact pour la crédibilité du PCF dans la tête des gens pour changer les choses ». « Pour la présidentielle, aucun de nos objectifs n'a été atteint puisque nous n'avons pas empêché un nouveau 2nd tour Macron-Le Pen, ni enrayé la progression du RN, ni permis que la gauche soit présente au 2nd tour. » « Il faut faire attention à la dérive qui tend à tout personnaliser, à tout présidentialiser, elle est à l'opposé du communisme que nous voulons. »

Sur la Nupes et le rassemblement : Pour Loïc, « le débat sur le rassemblement va être au cœur du congrès : entre ceux qui disent "vive la Nupes" et ceux qui disent "tout ne se résume pas à la NUPES" ». « Oui il faut le rassemblement mais il faut d'abord créer le rapport de forces avec les autres forces plutôt social-démocrates car sinon le rassemblement ne débouchera pas sur des choses positives ». Marie-France pense que l'« on ne pouvait pas faire autrement lors des législatives de 2022 mais qu'il y a besoin de l'action spécifique des communistes, et nous devons préciser comment on articule les choses. » Pour Karim, « il faut continuer de discuter et d'agir avec ceux avec qui on a milité lors des législatives. Il faut mener des actions concrètes comme le tract commun sur le ferroviaire ou le combat sur les retraites. Nous pouvons gagner à se rapprocher de nous des gens qui ont voté Mélenchon mais sont plus intéressés par un cadre unitaire ». Laurence rappelle « la campagne unitaire des législatives, avec Loïc Pen candidat Nupes, qui était beaucoup plus motivante et mobilisatrice que la présidentielle où chaque force de gauche avait son candidat et ne mobilisait pas. » Elle trouve que « le texte proposé par le CN est dans une contradiction en valorisant les "fronts larges" en Amérique latine ou en Espagne mais en semblant y être réticent en France ». Hélène rappelle que « lorsqu'on est seuls en tant que force politique, comme aux municipales sur Crépy, on n'atteint pas les 10 %, ni le 2nd tour et il n'y a plus aucun élu de gauche au conseil municipal. Quand on est en alliance dans un rassemblement de gauche, malgré des limites, on frôle le 2nd tour comme aux départementales et législatives ». Hélène élargit le propos au-delà des élections : « Mon expérience c'est qu'il faut construire les réponses et le chemin avec les gens, et ne pas arriver avec des réponses toutes faites. L'action longue qui a permis la création d'un centre public de santé dans le Valois, est une vraie bataille communiste menée avec beaucoup de gens qui n'étaient pas communistes. »

Sur le combat contre l'extrême droite : Jean-Michel constate « le poids des idées du RN dans les têtes y compris de gens qui viennent à nos initiatives, et le mal que nous avons pour convaincre ». « Il faut sans cesse rappeler les votes des élus RN qui se font passer pour des défenseurs du peuple mais votent l'inverse, et parfois on fait bouger des choses dans les têtes. » Karim déplore aussi le fait que « les idées du RN se sont banalisées et des propos racistes sont tenus au nom de la liberté d'expression ». Loïc appelle à mener « une bataille culturelle, sans concessions, pour regagner le terrain perdu face à l'extrême droite ». Et souligne qu'« il faut combattre toutes les dérives populistes d'où qu'elles viennent car elles alimentent de fait un terreau pour l'extrême droite (par exemple, "le tous-pourris" ou la stratégie du "coup de balai") ». ■

AGENDA

Assemblées de section

- **PCF Beauvaisis**
vendredi 20 janvier à 18h00 • local PCF, 34 rue du Faubourg-Saint-Jacques à Beauvais
- **PCF Bresles**
samedi 21 janvier à 9h00 • salle Eugène-Seignier, rue Eugène-Seignier à Bresles
- **PCF Clermont-Liancourt**
samedi 21 janvier de 14h30 à 16h30 • salle des Associations, à proximité de la mairie de Breuille-Sec
- **PCF Montataire**
vendredi 20 janvier de 18h30 à 21h00 • sous-sol B de la mairie de Montataire
- **PCF Nord-Compiégnois**
samedi 21 janvier à 14h30 • salle Waldeck-Rousseau à Longueil-Annel
- **PCF Saint-Just-en-Chaussée**
mercredi 18 janvier à 18h30 • salle du centre socio-éducatif, rue Foch à Saint-Just-en-Chaussée
- **PCF Valois**
samedi 28 janvier de 9h00 à 12h00 • chez Hélène Masure à Crépy-en-Valois - Suivi du vote

Permanences de vote

- **PCF Beauvaisis**
lundi 23 janvier de 16h00 à 20h00 ; vendredi 27 janvier de 16h00 à 19h00 ; samedi 28 janvier de 10h00 à 12h00 • local PCF, 34 rue du Faubourg-Saint-Jacques à Beauvais
- **PCF Montataire**
vendredi 27 janvier de 18h30 à 20h00 ; dimanche 29 janvier de 10h00 à 12h00 • sous-sol B de la mairie de Montataire
- **PCF Valois**
samedi 28 janvier de 9h00 à 12h00 • chez Hélène Masure à Crépy-en-Valois

Dépouillement

dimanche 29 janvier à partir de 13h00 au siège du PCF Oise à Creil

Congrès de section

- **PCF Bresles**
samedi 11 mars • lieu bientôt communiqué
- **PCF Clermont-Liancourt**
samedi 4 mars toute la journée • lieu bientôt communiqué
- **PCF Montataire**
vendredi 10 mars de 18h30 à 21h00 & samedi 11 mars de 9h00 à 12h00 • salle de la Libération à Montataire - Suivi d'un pot
- **PCF Valois**
dimanche 5 mars à 9h00 • salle des Fêtes de Crépy-en-Valois - Suivi du repas de la fraternité

HOMMAGE À NOTRE CAMARADE JEAN-CHARLES DUBART



NOUS REPRODUISONS CI-APRÈS des extraits de l'hommage de Thierry Aury, secrétaire départemental du PCF Oise, membre du Conseil national du Parti communiste, lors des obsèques de notre camarade Jean-Charles Dubart, le 21 décembre 2022.

Avec Jean-Charles, c'est une figure marquante de 60 ans d'histoire du Parti communiste français dans le bassin creillois et dans l'Oise qui nous quitte, et j'ajouterais, une personnalité importante de l'histoire de notre pays.

[...] Il était né dans le Pas-de-Calais, à Verquin, entre Béthune et Nœud-les-Mines, le 8 février 1940, fils d'un employé des houillères, socialisant, et d'une ménagère, catholique.

Très bon élève il est « poussé » par ses enseignants qui convainquent ses parents de le laisser poursuivre ses études, avec une bourse attribuée par les Mines.

Cela lui permet de devenir lycéen à Béthune, puis d'intégrer à Lille, des classes préparatoires aux grandes écoles avant de rejoindre l'École des Mines à Saint-Étienne... où il rencontrera et épousera Renée, fille d'un mineur de fond, Renée qui l'accompagnera jusqu'au bout.

Devenu ingénieur civil des mines au Centre d'Études et de Recherches des Charbonnages de France (CERChar), à Verneuil-en-Halatte où le jeune couple vient s'installer, Jean-Charles y mena de multiples travaux reconnus sur le traite-

ment des déchets industriels ou sur de nouvelles utilisations du charbon, et occupera, progressivement, les plus hautes responsabilités au sein des Charbonnages de France dont il deviendra même le secrétaire général.

Ses responsabilités professionnelles l'amènent à sillonner les divers bassins houillers français, mais aussi à de multiples déplacements à l'étranger, au Liban, aux États-Unis ou en Pologne notamment, pour le compte de la Société Nationale d'Électricité et de Thermique dont il est devenu le directeur commercial.

[...] Il devint d'ailleurs conseiller technique de Georges Valbon lorsque l'élu communiste fut nommé Président des Charbonnages de France par le gouvernement d'union de la gauche, entre février 1982 et novembre 1983, avant que la parenthèse de la relance industrielle ne soit malheureusement refermée par le « tournant » de la rigueur et du libéralisme.

Parallèlement et en lien avec cette prestigieuse carrière dans l'industrie et la recherche, Jean-Charles fut aussi un militant et un responsable communiste dès sa jeunesse. [...] Ses premières années de militantisme furent marquées par le combat résolu contre la guerre d'Algérie, et toute sa vie durant il eut chevillé au corps cet engagement contre le colonialisme et le racisme, pour l'amitié et la coopération entre les peuples.

Venu habiter à Verneuil-en-Halatte dans l'Oise pour y travailler au CERChar, Jean-Charles devint un militant communiste actif dans l'Oise, y occupant rapidement des responsabilités dans la section du Bassin creillois, au Comité fédéral du PCF dès 1965, au Bureau Fédéral dès 1972. Candidat à plusieurs élections cantonales et régionales, il fut aussi élu maire-adjoint de Verneuil-en-Halatte, durant un mandat de 1977 à 1983, dans la municipalité de gauche animée par Yvan Sarrazin.

Jean-Charles s'efforçait de tout mener de front, et l'on pouvait rencontrer l'ingénieur à la carrière professionnelle de haut niveau vendre *l'Humanité Dimanche* pendant des années à Verneuil ou encore s'impliquer dans l'organisation d'actions avec les locaux du Plateau de Creil.

[...] Jean-Charles participa aussi très tôt et aussi longtemps qu'il le put, aux travaux de la section économique du PCF, sur le plan national, et, à ce titre, il prit notamment une part importante aux travaux et aux

luttons pour la réactualisation du programme commun de la gauche en 1977, collaborant activement à la revue *Économie et Politique* par divers articles.

Reconnaissance de cet engagement tout à la fois militant, intellectuel, scientifique et professionnel, il fut élu membre du Comité central du Parti communiste français entre 1979 et 1985, dans cette période de luttes politiques intenses et contradictoires où la gauche porta au plus haut les espoirs les plus grands, avant que les renoncements devant la vague libérale ne débouchent sur des déceptions immenses.

[...] Spécialiste reconnu des questions énergétiques, [...] il mène aussi la bataille d'idées sur ces terrains, notamment en écrivant, durant l'été 1980, le livre *Énergies le grand tournant* qui connaît un beau succès. Publié aux Éditions Sociales, au premier trimestre 1981, ce livre est une contribution de poids à la campagne présidentielle de Georges Marchais, qui fait de la gazéification et liquéfaction du charbon, une de ses propositions industrielles fortes, en y voyant la possibilité de poursuivre d'une façon novatrice l'exploitation du charbon dans notre pays, d'une manière bien moins polluante et dangereuse ... ce qui vaut à Jean-Charles de passer dans diverses émissions de télé et radio, invité par J.-P. Elkabbach, É. Mougeotte ou Michel Chevalet.

[...] À son épouse Renée, elle-aussi militante communiste depuis sa jeunesse, à ses enfants et petits-enfants, à toute sa famille et ses proches, j'adresse nos plus sincères condoléances et toute notre sympathie fraternelle. ■

Hommage intégral et documents :
<http://oise.pcf.fr/123275>

PCF CLERMONT-LIANCOURT
Rencontre-débat unitaire contre le projet Macron-Borne, pour une autre réforme des retraites

VENDREDI 20 JANVIER, CLERMONT - 19H00

Lieu bientôt communiqué

PCF VILLERS-SAINT-PAUL

Vœux de la section - Ouvert à tous

VENDREDI 20 JANVIER, VILLERS-SAINT-PAUL - 19H00

Salle de restauration Pierre Perret à Villers-Saint-Paul

PCF VALOIS

Débat « Hausses de l'énergie insupportables, dérèglement du climat, quelles solutions ? »

MARDI 24 JANVIER, CRÉPY-EN-VALOIS - 18H30

Avec la participation de représentants de diverses organisations : UL CGT, Attac Oise, LFI, PCF, EELV.

PCF BRESLES

Réunion publique sur l'énergie, les retraites, le pouvoir d'achat...

MERCREDI 15 FÉVRIER, BRESLES - 19H00

Salle Eugène Seignier

Avec la participation de Loïc Pen

PCF CLERMONT-LIANCOURT

Banquet de la fraternité - Ouvert à tous

DIMANCHE 26 FÉVRIER, CLERMONT - 12H00

Salle André Pommery

PCF MONTATAIRE

Repas fraternel - Ouvert à tous

SAMEDI 18 MARS, MONTATAIRE - À partir de 18H30

Salle de la Libération

PCF BEAUVAISIS

Repas - Ouvert à tous

SAMEDI 18 MARS, BEAUVAIS - À partir de 19H00

Salle du Sab'lier

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

ESPACE MARX60

Assemblée générale, suivie d'un temps d'échange sur le devenir du système de retraites

SAMEDI 18 FÉVRIER, SAINT-MAXIMIN - DE 10H30 À 13H00

Lieu bientôt communiqué

Avec la participation de Bernard Devert (CGT) qui animera le temps d'échanges, ouvert à tous, à partir de 12h00

LOTO DE NOËL À MONTATAIRE



La section PCF de Montataire proposait son traditionnel Loto de Noël à l'occasion du marché, les dimanches 11 et 18 décembre. Les joueurs pouvaient y gagner de nombreux lots, et c'était aussi l'occasion d'échanger avec eux sur l'actualité – comme celle de la bataille pour la réouverture d'une maternité à Creil –, et de faire signer les pétitions du PCF contre les hausses folles de l'énergie et pour une réforme progressive des retraites.

Reportage :

<http://oise.pcf.fr/123249>

APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PÉRUVIEN

Notre ami Laurent Sanchis, syndicaliste dans le Valois et militant de longue date de la solidarité avec les peuples d'Amérique latine, nous demande de relayer un appel à la solidarité avec le peuple péruvien face à la répression, dans un contexte de crise très grave dont l'*Humanité* s'est faite l'écho en décembre dernier.



Appel à la solidarité :

<http://oise.pcf.fr/123488>



Le nouveau livre de Bernard Vasseur *Vers l'après-capitalisme* est disponible !

C'est en partant de l'actualité sociale et électorale récente que le philosophe Bernard Vasseur, spécialiste de la pensée de Marx, défriche dans ce court essai facile à

lire, les chemins d'un après-capitalisme en germe dans la société actuelle. Simple, percutant, documenté, pédagogique. À lire et à faire lire. 60 pages. 4,50 €. Disponible à la Fédération PCF Oise.

DÉCÈS

Alain Morel. Nous avons appris avec tristesse le décès d'Alain, que nous ne verrons plus dans les manifestations, notamment à Compiègne. Nous adressons toute notre sympathie à sa compagne Véronique Bleuse.

DÉCÈS

Jocelyne Deschamps. Notre amie Jocelyne qui fut durant 31 ans maire-adjointe de Montataire, entre 1977 et 2008, nous a quittés brutalement, victime d'une rupture d'anévrisme, le



26 décembre 2022, à l'âge de 76 ans. Adjointe de Maurice Bambier puis de Jean-Pierre Bosino, successivement aux sports et à la culture, aux affaires scolaires puis à la vie associative, très engagée dans la vie locale et à l'origine de plusieurs événements sportifs, impliquée dans la solidarité avec le peuple palestinien et dans le jumelage avec Finsterwalde, passionnée d'histoire locale, Jocelyne était une fidèle compagne de route du PCF, avec de fortes valeurs humanistes et progressistes.

Homage :

<http://oise.pcf.fr/123431>



Jacky Iodice. Ouvrier à l'usine Saint-Gobain Chantereine, syndicaliste CGT, Jacky avait été élu conseiller municipal

de Thourotte dès 1983, devenant en 1989 le premier adjoint de Patrice Carvalho qui venait d'être élu maire. Dès lors, il va constituer un binôme inséparable avec Patrice, engagé totalement à ses côtés dans les multiples campagnes menées et le suppléant fortement à la tête de la commune lors de ses deux mandats de député. Jacky a toujours été un compagnon de route du PCF — il reversait chaque année une part de ses indemnités d'élu au PCF — avec une fidélité sans faille aux idées progressistes et d'émancipation des travailleurs jusqu'à son dernier souffle. Passionné de football, il fut aussi très impliqué dans la vie du club de football de Thourotte, dans le soutien aux clubs sportifs. Sa disparition laissera un grand vide dans la vie locale

Homage :

<http://oise.pcf.fr/123424>

Congrès de Marseille

Bulletin de vote

Choix de la base commune

L'ambition communiste pour de nouveaux Jours heureux

Projet de base commune présenté par le conseil national du PCF

Urgence de communisme Ensemble pour des victoires populaires

Texte alternatif, présenté par 300 communistes* dans les conditions précisées par les statuts (article 11.1).

*La liste des signataires de ce texte est présente dans le document accompagnant ce bulletin de vote.

Comment voter ?

Le vote pour le choix de la base commune du 27 au 29 janvier est organisé sous la responsabilité des sections et de ta fédération. Tu peux :

- ✘ **Voter à la fédération ou à ta section :** renseigne-toi auprès de celles-ci pour connaître les heures d'ouverture pour le vote.
- ✘ **Voter par correspondance :** il est aussi possible de voter par correspondance. Pour ce faire, il faut :
 1. Détacher le bulletin de vote et cocher une case. (Si plusieurs cases sont cochées, le bulletin est considéré comme nul).
 2. Glisser le bulletin dans une première enveloppe sans rien inscrire sur celle-ci.
 3. Glisser cette première enveloppe dans une seconde enveloppe.
 4. Si tu n'es pas à jour de tes cotisations de 2022/2023, n'oublie pas de glisser aussi ton chèque à l'ordre de l'ADF-PCF dans cette seconde enveloppe.
 5. Pour valider ton vote, il faut inscrire au dos de la seconde enveloppe : nom, prénom, le nom de la section et la signer.
 6. Adresser l'enveloppe à la section ou la fédération en fonction des indications communiquées par celles-ci sur l'organisation du vote.



Le congrès

Comment ça marche ?

Le mode d'emploi

LES OBJECTIFS DU CONGRÈS : « Les communistes procèdent en congrès aux choix d'orientation et à l'élection des comités exécutifs locaux, des instances départementales et nationales du Parti... » (Article 8 des statuts du PCF).

LE 2 JUILLET 2022, dans son rapport au conseil national (CN), Fabien Roussel appelait à « une appropriation totale des débats par les communistes, pour que leur souveraineté s'exerce pleinement dans le débat et la fraternité ».

LE 8 SEPTEMBRE 2022, le site internet du congrès <https://congres2023.pcf.fr> était mis à la disposition des communistes et des organisations du parti pour la publication de contributions. Il évolue à chaque étape du congrès pour contribuer à la transparence des débats. À l'heure où vous recevez ce document, plus de 300 contributions y sont déjà publiées.

LE 18 SEPTEMBRE 2022, le conseil national est l'occasion d'un premier temps d'échange de la direction sur le congrès, met en place le calendrier et vote les trois premières commissions de travail nationales (commissions du texte, des statuts, de transparence des débats).

LE 4 DÉCEMBRE 2022, le conseil national adopte la proposition de base commune de discussion intitulé « L'ambition communiste pour de nouveaux Jours heureux ». 7 grands thèmes y sont abordés, du bilan des quatre dernières années à l'actualité du communisme approfondissant notre analyse sur les défis de civilisation, la crise de régime en France, les grands axes qui structurent notre intervention politique, notre stratégie et nos objectifs de renforcement.

DU 4 DÉCEMBRE 2022 AU 8 JANVIER 2023, cette proposition de base commune est portée à la connaissance des communistes et mise en débat. Le 8 janvier étant la date limite pour le dépôt d'éventuels textes alternatifs à cette proposition.

Les commissions

TEXTE

Marie-Jeanne Gobert et Christian Picquet, co-présidents de la commission, Amar Bellal, Caroline Besse, Frédéric Boccara, Vincent Boulet, Julien Brugerolles, Marie-Christine Burricand, Thalia Denape, Denis Durand, Florian Gulli, Céline Malaisé, Frédéric Mellier, Maryse Montangon, Yannick Nadesan, Ozer Ozturun, Guillaume Roubaud-Quashie, Marine Roussillon, Nathalie Simonnet, Julie Tejerizo, Muriel Ternant, Pascal Torre, Hullyya Turan, Shirley Wirden.

STATUTS

Jérémie Giono et Véronique Mahé, co-présidents de la commission, Charlotte Balavoine, Lydie Benoist, Hélène Bidard, Julien Chouet, Taylan Coskun, Amadou Démé, Jean-Marc Durand, Clara Gimenez, Mayi Gonzalez, Robert Injey, Karine Jarry, Camille Lainé, Pierre Laurent, Corinne Matignon, Béatrice Patrie, Hervé Poly, Gilles Ravache, Aymeric Seassau, Pierre Spano.

RÉSUMÉ

L'AMBITION COMMUNISTE POUR DE NOUVEAUX « JOURS HEUREUX »

Projet de base commune adopté par le conseil national du PCF

Ce projet de base commune adopté par le conseil national est porté par notre secrétaire national Fabien Roussel.

La préparation de notre 39^e Congrès intervient à un tournant de l'histoire de l'humanité qui affronte une crise capitaliste si profonde par son ampleur et sa globalité qu'elle pose la question de son devenir. Les crises, économique et écologique, alimentaire et sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent pour faire peser de terribles menaces sur la planète et les peuples. La guerre en Ukraine, la militarisation des relations internationales, la confrontation entre impérialismes rivaux, les surenchères bellicistes de l'Otan font planer la menace d'une conflagration mondiale.

Révolution écologique, révolution du travail, révolution informationnelle, révolution monétaire appellent à une civilisation radicalement nouvelle, émancipée du capitalisme et du libéralisme, que nous proposons de construire pour répondre aux mobilisations sociales, à celles de la jeunesse pour la justice climatique, aux mouvements féministes pour l'égalité. Il s'agit de leur ouvrir une perspective de progrès, de démocratie et de paix.

Jamais autant le projet communiste n'aura été l'horizon civilisationnel et le chemin de lutte donnant sens à toutes les dimensions de notre action, au global comme au quotidien pour transformer la France et contribuer à un monde de paix et de coopération. Il se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, antiraciste, internationaliste à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de domination.

L'extrême droite progresse partout dans le monde et menace plus que jamais la République en France alors que c'est la gauche désormais qui atteint un « plafond de verre » l'empêchant de regagner la confiance de millions d'hommes et de femmes dont l'engagement est indispensable pour arracher des victoires. Pour le changement social et écologique le salariat, les catégories populaires, le monde de la création, qui représentent l'écrasante majorité de la société, doivent s'unir et reprendre conscience de leur force.

Donner une autre majorité politique à la France face à la droite et à l'extrême droite demande l'alliance des forces politiques de gauche mais ne saurait s'y limiter. Et reconstruire la gauche exige de déployer une démarche ambitieuse et ne saurait se résumer à la participation à la Nupes. Faire gagner la gauche implique de relever les défis de la crise, de faire vivre le projet communiste dans toutes ses dimensions et de reconquérir les forces du travail pour transformer la France.

L'heure est à agir pour une dynamique populaire conquérante, à l'engagement dans les luttes, à la recherche d'espaces communs entre forces sociales et forces politiques dans le respect des spécificités de chacun-e, à la bataille d'idées. Nous voulons rechercher systématiquement l'unité dans l'action, sur la base d'accords partagés sur les contenus comme sur les initiatives, et mettre dans le débat public les propositions à même de permettre aux forces vives du pays d'investir la bataille politique. Dans le prolongement du programme « La France des Jours heureux », nous lions ainsi objectifs transformateurs et moyens de les atteindre par la conquête de pouvoirs contre le capital. Cela fait l'originalité et la cohérence, à gauche, de notre démarche stratégique.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'un Parti communiste, un grand parti populaire, utile et efficace dans les combats de classe. Un parti fraternel et démocratique dans lequel chacune et chacun, grâce au cadre collectif, maîtrise son intervention et construit son émancipation. C'est le sens des objectifs qui concernent notre renforcement, l'organisation du parti à l'entreprise et sur les lieux de travail, un parti féministe, le développement de l'intervention dans la jeunesse, notre réimplantation dans les catégories populaires, le franchissement d'un nouveau cap dans la politique de formation, la structuration de l'activité des communistes en insistant sur le travail de proximité, le fonctionnement des instances de direction, la vie de notre réseau d'élus-es, nos publications...

Avec cette base commune, nous pouvons rassembler les communistes pour prolonger les choix de notre dernier congrès avec Fabien Roussel et nous donner l'objectif de réaliser de nouvelles avancées dans le renouveau du communisme en France. Il vise à permettre à notre parti de s'emparer des questions nouvelles qui se posent à lui, sans en contourner aucune. En lui donnant une large majorité, chaque adhérent et chaque adhérente pourra l'enrichir du fruit de son expérience et exercer ainsi sa souveraineté démocratique.

RÉSUMÉ

URGENCE DE COMMUNISME Ensemble pour des victoires populaires

La planète est en danger et l'avenir des jeunes générations hypothéqué. Pour la première fois dans l'histoire, un mode de production, le capitalisme mondialisé, menace à brève échéance l'existence de notre espèce. De grandes mobilisations contestent le système et peuvent réactualiser la question du communisme, comme issue positive à la crise de civilisation.

Il y a urgence car une dangereuse course de vitesse est engagée avec les forces réactionnaires capitalistes. Elles sont tentées par l'autoritarisme, les droites populistes, les extrêmes-droites pour préserver leur domination. Dans cette époque charnière, le 39^e Congrès doit être un moment d'analyse et d'initiative renouvelées pour permettre aux communistes d'être pleinement actrices et acteurs des batailles en cours. Nous proposons pour cela six axes de travail pour le Parti communiste.

Travail, services publics, climat, féminisme, antiracisme, démocratie, paix... Aujourd'hui, chacune de ces luttes va au-delà de l'immédiat, met en cause le système et pose la question de transformations radicales et durables. Aussi notre responsabilité de communistes est d'**investir toutes ces urgences populaires**, d'appuyer ces mouvements jusqu'à remporter des victoires.

Nous avons beaucoup avancé ces dernières décennies pour inventer un nouveau projet de dépassement du capitalisme. Il s'agit maintenant, en le portant à partir des luttes, d'inscrire cette visée dans le combat politique, car notre horizon révolutionnaire se nourrit d'avancées concrètes autant que d'idées. Ainsi, nous en sommes convaincu-es, il est possible de **refaire du communisme un espoir au présent**.

Il nous faut aussi pour cela **rehausser notre action internationale**, car aujourd'hui tous les combats sont inséparablement nationaux et mondiaux. Covid-19, guerre en Ukraine, crise migratoire : c'est une leçon majeure du monde actuel, qui doit avoir des conséquences concrètes sur notre engagement. Nos combats pour la paix et la solidarité internationale, contre l'Otan et le néocolonialisme français, pour la transformation de l'Europe, doivent prendre une nouvelle ampleur.

En France, notre parti doit se donner une priorité absolue : **face au macronisme et à la menace d'extrême-droite, faire gagner une nouvelle majorité de gauche**. Après Trump, Bolsonaro, Meloni, l'élection de Marine Le Pen en 2027 peut advenir. Il est indispensable d'y opposer une nouvelle perspective d'espérance. Pour cela, réaliser l'unité du mouvement populaire en faveur de changements transformateurs est le cœur de notre stratégie. Le rassemblement a toujours été le moteur de nos victoires politiques. Sa conception fait aujourd'hui débat, nous devons le mener. En juin dernier, la Nupes a créé un formidable espoir. Nous en voyons aussi les limites. À nous d'être à l'initiative pour la faire évoluer jusqu'à en faire le levier d'une dynamique populaire majoritaire.

De grandes campagnes populaires pour les retraites, la maîtrise publique de l'énergie, la relance des services publics, la lutte contre le réchauffement climatique, les droits des femmes... peuvent y contribuer.

Nous proposons également que soit discutée pour les échéances politiques du quinquennat **une stratégie communiste claire pour des victoires dans les urnes**. Sénatoriales en 2023, européennes en 2024, municipales en 2026, puis présidentielle et législatives en 2027 seront des moments décisifs pour faire avancer nos idées, (re)gagner de nouvelles positions électives et progresser dans la construction d'un rassemblement efficace à gauche et d'une large unité populaire.

Relever ces défis, disputer l'hégémonie idéologique au capital, **faire du PCF le parti de l'initiative communiste**, suppose un parti de masse, organisé dans la proximité, dont chaque adhérent-es maîtrise les enjeux théoriques et politiques et développe une capacité de prise d'initiative politique en lien avec celles et ceux qui l'entourent. Nous nous renforcerons en étant en phase avec les urgences sociales, écologiques, féministes, antiracistes, démocratiques de la société.

Nous proposons de faire de 2023 et 2024 deux grandes années d'adhésion et d'accueil dans le Parti communiste français, et de donner la priorité à une grande politique de formation des communistes, pour permettre à chacun-e d'être pleinement souverain dans son parti.

C'est la garantie du rayonnement d'un Parti communiste qui vise à rendre le peuple acteur du changement.

DÉLÉGATION DU CONSEIL NATIONAL À LA COMMISSION DES CANDIDATURES

Sandra Blaise et Pierre Lacaze, co-présidents de la commission, Thierry Aury, Françoise Baran, Christine Blandel, Françoise Bréfort, Michèle Carbonnier, Julia Castanier, Stéphanie Dupeyroux, Ismaël Dupont, Antoine Guerreiro, Isabelle Goitia, Stéphanie Gwizdack, Sébastien Laborde, Cédric Lattuada, Aurélie Le Meur, Jean-Pierre Meyer, Yannick Monnet, Franck Perrillat.

TRANSPARENCE DES DÉBATS

Robin Salecroix et Evelyne Ternant, co-présidents de la commission, Pierric Annot, Raphaël Debû, Émilie Lecroq, Fabienne Lefebvre, Karine Trottein, Igor Zamichiei.

L'OBJET DU VOTE DES 27, 28, 29 JANVIER

Le conseil national a élaboré et adopté les 3 et 4 décembre derniers un projet de base commune de discussion pour le congrès.

« Un délai de cinq semaines maximum est ensuite donné pour faire connaître ce projet à tous les adhérent-es. À l'issue de cette période, trois cents adhérent-es à jour de leurs cotisations peuvent proposer une base de discussion alternative. Ces adhérent-es doivent être issu-es d'au moins un quart des fédérations. Le nombre de signataires par fédération ne peut excéder 10% de la totalité de la liste.» (Article 11.1 des statuts)

L'ensemble de ces textes est porté à la connaissance des communistes avec ce document. Du 27 au 29 janvier, les adhérent-es choisissent, par un vote, le texte qui deviendra la base commune de discussion des congrès locaux, départementaux et national. Peuvent participer au vote les adhérent-es depuis plus de trois mois et à jour de leur cotisation. Cette mise à jour peut avoir lieu le jour du vote.

Comment participer au congrès ?

Tou·tes les communistes sont invité·es à s'impliquer dans les travaux du congrès. Cela peut se faire en participant :

- ✕ aux assemblées générales, aux réunions de section, aux conférences,...
- ✕ au choix de la base commune
- ✕ aux assemblées générales de section qui travailleront sur ce texte
- ✕ à la délégation de leur section au congrès départemental
- ✕ à la délégation de leur fédération au congrès national

Tou·tes les communistes peuvent aussi apporter leur pierre au congrès en transmettant des contributions écrites, soit d'ordre général, soit thématiques.

- ✕ Sur le site dédié au congrès : <https://congres2023.pcf.fr/>
- ✕ Par courrier postal à : Commission de transparence des débats PCF – 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Le calendrier de préparation

3 et 4 décembre 2022 : le conseil national a adopté une proposition de base commune de discussion.

8 janvier 2023 : date limite de dépôt des textes alternatifs et envoi de la proposition de base commune et des textes alternatifs aux fédérations.

27, 28 et 29 janvier : vote des communistes pour le choix de la base commune.

4 et 5 février : adoption du projet de modification des statuts par le conseil national.

6 février : envoi du texte de base commune retenu et du projet de modification des statuts aux fédérations.

4, 5 et 11, 12 mars : congrès des sections.

18, 19 et 25, 26 mars : congrès des fédérations.

7, 8, 9 et 10 avril : congrès national.

RETRAITES :

Toutes et tous ensemble

le 19 janvier contre la réforme Macron

Le gouvernement vient de confirmer son projet brutal de recul de l'âge de départ en retraite à 64 ans avec un allongement de la durée de cotisation à 43 ans.

Ce sont les ouvrier-es, les employé-es, celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, qui exercent des métiers pénibles les plus précaires, les femmes, les jeunes qui seront les plus touché-es. Et ce sont les plus belles années à la retraite, celles en bonne santé, qui sont frontalement attaquées.

C'EST INACCEPTABLE à l'heure où il y a 6 millions de privé-es d'emploi et d'immenses besoins de production et de services, publics comme privés. La voie du progrès, c'est la création d'emplois, l'augmentation des salaires, la formation alors que le système est aujourd'hui miné par la finance, le coût du capital et la précarité.

Un front syndical uni et déterminé est constitué pour mettre en échec cette réforme détestable. **Le Parti communiste français, avec les autres forces de gauche et écologistes, les forces sociales et citoyennes, appelle à la plus large mobilisation.**

*Ensemble, toutes et tous mobilisé-es
pour la première journée de grève
et de manifestations du 19 janvier !*

**Manifestation départementale à 14h30
place Jeanne-Hachette à Beauvais**

Signez la pétition unebonneretraite.fr





Une bonne retraite pour toutes et tous, C'EST POSSIBLE !

Le PCF propose une réforme pour **un droit à la retraite à 60 ans avec une pension à taux plein garantie** pour une carrière complète, allant de 18 à 60 ans, avec prise en charge des cotisations pour les périodes de non travail (chômage, formation, études supérieures, congé parental, maladie, invalidité...).

UN PROJET ALTERNATIF PLUS JUSTE,
QUI TIEN COMPTE DE LA PÉNIBILITÉ,
DES CARRIÈRES LONGUES ET QUI EST FINANCÉ !

- ◆ En faisant **cotiser les revenus financiers** des entreprises.
- ◆ En pesant sur le comportement des entreprises **en modulant les cotisations patronales** pour favoriser les salaires.
- ◆ En imposant **l'égalité salariale** et en augmentant les salaires plutôt que verser des primes.
- ◆ En donnant **de nouveaux pouvoirs aux salarié-es dans les entreprises** pour imposer une priorité aux salaires et à l'emploi.

Relevons le défi
des **Jours heureux !**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

FÉDÉRATION DE L'OISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS - 8 rue de Beauvoisis 60100 CREIL - 03 44 55 27 96



@pcfoise60



<http://oise.pcf.fr>



pcf.oise@orange.fr

Pour accéder à
une information différente,
en lien avec celles et ceux
qui ne se résignent pas,

JE M'ABONNE À **Oise Avenir**

le magazine mensuel édité par
la Fédération de l'Oise
du Parti communiste français



Nous avons besoin de votre...

ABONNEMENT **Oise Avenir**

1 J'INDIQUE MES COORDONNÉES

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

2 JE CHOISIS MA FORMULE D'ABONNEMENT

TARIF ABONNEMENT 1 AN

- RÉDUIT (étudiant·e, sans emploi) : 5 €
- NORMAL : 15 €
- SOUTIEN : 25 € ou plus

3 J'ENVOIE LE CHÈQUE CORRESPONDANT

- à l'ordre de : **PCF OISE**
- à l'adresse postale :
OISE AVENIR - 8 RUE DE BEAUVOISIS 60100 CREIL
- en n'oubliant pas de joindre ce coupon

Chaque mois,
vous recevez
un numéro de

Oise Avenir

le magazine
de la
Fédération de l'Oise
du
Parti communiste français

Pensez à vous
(ré)abonner

MERCI !

Voir au verso
les formules d'abonnement
et le coupon à renvoyer
avec votre paiement